Conseil communal de Lausanne

Rapport de la commission N° 13

chargée de l'examen du rapport-préavis N° 2024/18 - Réponse au postulat de Fahmy Olivia et crts - Nuits lausannoises : « éduquons-nous ! et prenons soin les une.x.s des autre.x.s ! »

Présidence :	Mme Constance VON BRAUN (Les Verts)
Membres présents :	Mme Olivia FAHMY (Les Verts) ; Mme Marlyse AUDERGON (Les Verts) ; M. Louis DANA (soc.) ; M. Yvan SALZMANN (soc.) ; Mme Paola RICHARD DE PAOLIS (rempl. Mme Cueto, soc.) ; Mme Carolina CARVALHO (rempl. Mme LAVANDEROS (soc.)) ; Mme Coralie DUMOULIN (PLR) ; M. Olivier BLOCH (PLR) ;
Membres excusés :	Mme Léonie KOVALIV (EàG) ; Mme Clara SCHAFFER (v'lib.) ; M. Thibault SCHALLER (UDC)
Représentante de la Municipalité :	M. Pierre-Antoine HILDBRAND, directeur de Sécurité et Economie.
Invité :	Commissaire Patrick METRAL, chef de la brigade criminelle
Notes de séances	M. Frédéric Tétaz

Lieu Hôtel de Ville, salle des commissions

Date : 11.11.2024 - Début et fin de la séance : 16h30 – 17h55

Discussion générale

Monsieur le Municipal en charge de Sécurité et Economie présente le rapport-préavis qui traite du phénomène du GHB

Un.e commissaire rappelle que le dépôt du postulat a suivi un nombre élevé de cas rapportés par la presse et par des citoyennes et citoyens touchés. L'intoxication par le GHB doit être combattue vivement (conséquence traumatiques). Elle rappelle que la présence de cette drogue dans l'organisme n'est plus repérable quelques heures seulement après l'ingestion. Pour les victimes qui vont porter plaintes pour avoir été droguées, voire abusées, ce moment est donc crucial et peut être vécu comme un deuxième moment de violence où il faut rapporter les faits.

La commissaire dit également que le rapport est minimaliste car la partie qui répond au postulat tient sur 2 pages. Le postulat présente les efforts de la Municipalité en matière de prévention. Elle salue la campagne conjointe avec le Canton. Elle estime que la lecture du préavis ne présente pas de changement de paradigme concernant l'approche de la problématique. Dans les chiffres annoncés en 1^{ère} partie du document, elle peine à savoir comment les chiffres sont interprétés par rapport à la situation ou quelles conclusions en sont tirées pour aller de l'avant sur la prévention et l'accueil des victimes.

Un.e commissaire est surprise de trouver des chiffres datant de 2022 .

Conseil communal de Lausanne

Monsieur le Municipal en charge de Sécurité et Economie dit que rapport-préavis a été adopté par la Municipalité en avril 2024. Il a été bouclé par la direction en février ou mars. A cette époque, les chiffres de 2023 n'étaient pas connus

Un.e commissaire demande si le recours à des substances de type GHB est en augmentation

Monsieur le Municipal en charge de Sécurité et Economie explique que les chiffres à disposition sont les chiffres des plaintes et ne correspondent donc pas exactement à ce qui se passe dans la réalité. Cela dit, Les chiffres déclarés ne connaissent pas d'évolution à la hausse. Cela signifie qu'il n'y pas de dénonciation en hausse, ce qui ne dit pas si oui ou non il y a une augmentation du recours à ces substances.

Un.e commissaire demande s'il y a des saisies de GHB, il lui est répondu qu'il n'y a jamais eu de saisie de GHB.

Un.e commissaire souligne qu'il est difficile d'avoir des chiffres fiables pour la raison que les victimes n'osent pas toujours déposer plainte.

Un.e commissaire demande, s'il y a des inspecteurs de la police en civil qui enquêtent et observent sur le terrain quand de tels actes sont commis, à fois pour la répression et la prévention.

Monsieur le Municipal en charge de Sécurité et Economie relève qu'il est difficile de demander à des agents en civil de surveiller ce qui se passe dans des établissements de nuit. Il est plus facile d'aider le personnel des établissements pour qu'il surveille ce qui se passe dans les établissements : ils peuvent repérer des comportements suspects.

Un.e commissaire dit que le rapport ne présente pas la vision que la Municipalité veut mettre en place. La façon dont les chiffres sont présentés dans le rapport-préavis laisse entendre que c'est de la responsabilité des victimes s'il n'y a pas plus d'informations. Le postulat proposait de faire de la prévention auprès des personnes témoins. Le rapport-préavis liste un certain nombre d'éléments, mais on ne sait pas de quoi il s'agit, les chiffres à l'international ne sont pas mis en perspective avec la situation à Lausanne. Le préavis fait mention d'une unité spéciale qui s'adresse en premier lieu aux victimes de violences domestiques. Le préavis aurait pu expliquer en quoi l'écoute adéquate des victimes et l'engagement de cette problématique du GHB sont incluses. La campagne de prévention a été déployée conjointement avec le Canton, mais il n'est pas dit avec quelles orientations, comment elle a été diffusée, où, quel public a été visé, quelle est la stratégie mise en place, quelles répercussions étaient attendues ou ont été atteinte ou non.

Un.e commissaire dit que le rapport semble parfois confondre la prévention des victimes d'intoxication avec la prise en charge de l'alcoolisme, ce qui laisse croire que les victimes pourraient être tenues pour responsable en partie de ce qui leur arrive. Enfin, le rapport parle d'un label, mais ne précise pas en quoi ce label est utile.

Monsieur le Municipal en charge de Sécurité et Economie estime qu'on ne peut pas à la fois demander des rapports synthétiques et regretter de ne pas avoir toutes les informations en annexe. Il dit que l'unité spéciale pour les victimes ne prend pas en charge que les personnes victimes de violences domestiques.

Il relève que politiquement, on peut se positionner pour dire qu'il s'agit d'un thème important, que des moyens sont mis, que la Municipalité est consciente que la difficulté du discours à

Conseil communal de Lausanne

tenir est qu'en aucun cas, la victime est fautive. Mais tous ces constats sont d'ordre politique et n'a pas à voir avec la rédaction d'un rapport. Il distingue les faits, les chiffres présentés dans le préavis, et les commentaires. La Municipalité doit faire ce que le législatif considère important.

La Ville doit s'assurer de la prise en charge des victimes, l'éducation dans les écoles, et la coordination avec d'autres entités (CHUV, clubs, autres intervenants dans le domaine de la toxicomanie, etc.). Le rapport ne peut faire état que de ce que fait la Ville. Il dit que le rapport ne pourra jamais être complet car il y aura toujours un temps de retard sur l'évolution d'une situation.

Il ne voit pas comment la Ville de Lausanne pourrait changer de paradigme. Il dit que la prévention, la prise en charge peuvent être améliorés, mais il n'est pas possible de changer de paradigme sur le comportement des auteurs ou en boîte de nuit. Il y aurait un changement de paradigme si, par exemple, on changeait la charge de la preuve.

Ce qu'il y a de délicat, c'est de mettre en perspective, le nombre de cas reporté, l'analyse de ces cas, et de rendre public ces cas. Il relève que ces démarches n'étaient pas sous la conduite de la Ville, mais sous celle du Canton. Lausanne ne dispose pas de moyens pour contredire ce qui ressort des travaux du Canton, car la Ville ne dispose pas de police scientifique au sein de la police lausannoise qui pourrait refaire une analyse pour son compte si tant est que le nombre de cas soient suffisant.

Il dit que le postulat était très ciblé et la réponse a donc été ciblée aussi. Il n'était donc pas opportun de faire un rappel de l'ensemble du contexte et du continuum entre les violences sexistes et sexuelles ou de la question de la soumission car celle-ci, d'après les spécialistes, est majoritairement pratiquée au moyen de l'alcool. Pour ne pas mélanger tous les sujets, le rapport-préavis s'est cantonné à ce que le postulat ciblait.

Un.e commissaire dit que le rapport-préavis aurait pu être succinct. Mais les informations amenées, intéressantes, ne dit pas dans combien de lieux la campagne a été menée, quels ont été les retours des lieux. Il est difficile de rendre le rapport tangible. Pour elle, la création de l'unité spéciale est l'une des dimensions de changement de paradigme : l'écoute des victimes témoigne de ce changement. Elle entend que peu de personnes viennent porter plainte. Elle se demande si la campagne de prévention encourage les potentielles victimes à poser plainte si elles pensent ressentir des symptômes.

Monsieur le Municipal en charge de Sécurité et Economie dit que ce protocole est décrit au point 4.4.1 qui dit que la porte d'entrée principale est le CHUV et un accord a été établi avec la police pour orienter le plus vite possible toutes les victimes pour qu'elles s'adressent au CHUV et d'autres organismes hospitaliers le plus vite possible. Il y a un travail de coordination important avec le CHUV pour établir des traitements différenciés entre adultes et enfants. L'idée est de préserver les preuves tout en respectant la parole des victimes. Il dit que la médecine légale convient que la victime a le choix de parler ou non. Il ne s'agit pas de transformer chaque cas en plainte, si la victime ne souhaite pas en déposer.

Il y a une coordination tant entre la police cantonale et communale, non seulement sur les cas de soumissions chimiques, mais sur toutes les violences sexuelles. Pour ce qui est du travail avec Label Nuit il est important, mais sur les 600 établissements lausannois, dans 90% il n'y a pas de réaction à l'envoi de matériel de prévention. Il n'y a pas de moyen pour faire des enquêtes a posteriori sur les campagnes de prévention, que ce soit dans ce

Conseil communal de Lausanne

domaine comme dans d'autres. La Ville n'est pas un organisme de prévention, elle collabore avec des agences de communication.

Un.e commissaire dit que les réponses orales du municipal manquent au rapport. Les détails donnés auraient pu figurer dans le texte.

Discussion particulière (chapitres mentionnés si la discussion est ouverte)

Chapitre 4.3.2 : Le phénomène du GHB – état de la situation – évolution :

Monsieur le Municipal en charge de Sécurité et Economie espère que le rapport de commission soulignera l'écart entre les chiffres et la réalité qui échappe en grande partie et mentionnera que la Municipalité prend ce sujet au sérieux. Il dit que lorsqu'un cas est rapporté à la police, sachant que le phénomène est important mais que leur dénonciation n'est pas courante, chaque cas est traité avec d'autant de rigueur que la dénonciation est rare.

Chapitre 4.4.2 : Mesures de prise en charge – corps de police :

Un.e commissaire dit, sur la formation des unités de prise en charge, que la police est formée sur le tas. Un temps, une formation à Savatan était discutée, est-elle toujours donnée ?

Monsieur le Municipal en charge de Sécurité et Economie dit que l'unité est placée sous la conduite d'une commissaire jouissant d'une expérience de plusieurs années, notamment aux mœurs et a travaillé sur les victimes mineures. Elle a aussi suivi de la formation continue. Elle est accompagnée par une criminologue qui a travaillé pour la direction EJQ, et a donc une expérience plus civile. Des policières et policiers sont formés pour enregistrer les plaintes à l'aide de personnes tierces. Il rappelle qu'une partie du travail de la police est aussi d'établir des dossiers qui puissent être instruits devant un tribunal. L'ensemble des problèmes vécus par les victimes ne pourront être résolus par la police. C'est pour cela, par exemple, qu'existe la LAVI. Il y avait la liste des cours à Savatan en formation de base et formation continue, plus les cours non-obligatoire. Mais il n'a pas d'informations complémentaires en lien avec ces changements.

Monsieur le chef de la brigade criminelle dit que le travail de la prise en charges des victimes, quelle qu'elle soit, par la police de Lausanne est unanimement reconnu en Suisse romande. Les annonces d'intoxication par GHB sont prises en charge par la police judiciaire. Les victimes sont entendues directement après leur passage au CHUV. En 2022, il y avait 39 cas annoncés. En 2023 et 2024, on arrive à un peu plus de vingt, directement pris en charge par le CHUV, avec aucun cas positif au GHB. Ces analyses ont aussi été menées pour les cas de violences sexuelles potentielles.

Chapitre 4.5 : Coordination interservice :

Un.e commissaire demande quels sont les autres phénomènes nouveaux apparus. Il lui est répondu que c'est le « crack ».

Un.e commissaire dit qu'il y a une confusion entre soumission chimique involontaire des victimes et la prise récréative du GHB. Le rapport ne développe pas les cas de soumission volontaire. Elle demande si, dans la collaboration interservices, seule la prise récréative est suivie.

Conseil communal de Lausanne

Monsieur le Municipal en charge de Sécurité et Economie dit que la collaboration ne prend pas en compte uniquement le GHB, mais tous les types de drogues. Il note que s'il y a beaucoup de GHB qui circule, il y a le risque qu'une partie soit utilisée pour la soumission. Il y a aussi, dans les cas que la police gère, les usages autres que ceux liés à la soumission. C'est parce que la police traite l'ensemble des usages qu'elle peut voir s'il y a une recrudescence du phénomène. Il y a des dynamiques dans la consommation de stupéfiant qu'il s'agit de connaître. Il note que l'augmentation de consommation de drogues est un thème qui est abordé dans la coordination entre services.

Chapitre 4.6 : Campagne de prévention :

Un.e commissaire demande si la Municipalité continue de distribuer des capuchons pour les verres.

Monsieur le Municipal en charge de Sécurité et Economie dit que la campagne a été menée en partenariat avec les établissements regroupés sous Label Nuit, donc spécifiquement pour les clubs. Ils n'ont pas demandé à continuer de cette campagne. La Ville a payé ces dispositifs parce qu'il y avait un engagement des clubs à distribuer ces accessoires. La liste des communications faites avec les établissements sera jointe avec les notes. Il n'y a pas d'obligation d'afficher des messages de prévention. Il rappelle que les établissements ont des obligations de formation pour les agents de sécurité, c'est un des sujets qui est abordé. Il ajoute que le chiffre 'noir' n'est pas connu. Ce qui est connu, ce sont les personnes qui pensent être victimes qui vont au CHUV. La médiatisation de suspicions de cas a contribué à une plus grande attention sur le phénomène. Il dit que quand l'accent est mis sur certains phénomènes, il y a des changements de comportements. Quant à savoir si ces changements sont durables et s'ils sont dus à la campagne, cela est difficile à évaluer. Les indicateurs ont diminués, mais il n'est pas possible de savoir à quoi sont imputables ces diminutions.

Chapitre 8 Conclusions:

Vote conclusion

5 oui

3 non

2 abstentions

Lausanne, le

La rapportrice :
Constance VON BRAUN